

En Afrique du Sud même, l'orientation prise ne semble pas clairement définie. L'intégration forcée de communautés noires dans de soit-disant homelands se poursuit. Le gouvernement a annoncé qu'il nommerait soixante-dix fonctionnaires chargés de faire enquête sur les infractions au Group Areas Act. Le manifeste de réforme du Parti national demeure par ailleurs fondé sur la notion de droits collectifs plutôt que de droits individuels.

Certains événements ont par ailleurs confirmé une nouvelle orientation à Pretoria. Certains prisonniers politiques ont été libérés, mais non la totalité. Presque tous les détenus sur lesquels ne pesaient pas d'accusations liées à l'imposition de l'état d'urgence ont été libérés. Toutefois, bon nombre d'entre eux se sont vu contraints à une autre forme d'emprisonnement lorsqu'ils ont reçu des ordonnances de restrictions. D'autres prisonniers politiques, comme Nelson Mandela, sont restés derrière les barreaux plutôt que de prendre place à la table de négociations, là où ils auraient dû être. La table basse du président Botha ne constitue pas un substitut, mais leur réunion était une reconnaissance symbolique que Nelson Mandela reste un interlocuteur indispensable à toute solution aux problèmes de l'Afrique du Sud.

Des élections nationales auxquelles la majorité ne peut participer ont été convoquées pour septembre. Tout aussi importante est la question de savoir si la majorité noire pourra contribuer à la rédaction d'une nouvelle constitution et prendre part aux destinées du pays, et ce, de quelle façon. Cependant, cette majorité ne se contentera pas de rester à l'écart et d'attendre que l'électorat blanc décide de son sort. Elle ne négociera pas non plus un règlement qui demeure dans le cadre de l'apartheid. Ses nombreux dirigeants prennent cependant plus au sérieux l'idée de négociations constitutionnelles nationales. On discute davantage de pourparlers. Dans l'intervalle, le mouvement démocratique de masse continue à exercer des pressions de l'intérieur pour que l'on procède à des changements et il s'est lancé dans une campagne non violente visant à montrer les réalités de la ségrégation raciale.

Le gouvernement sud-africain finira peut-être par comprendre qu'il n'est pas maître de toutes les clés de l'avenir de l'Afrique du Sud. La séparation forcée est de plus en plus difficile à maintenir à une époque d'urbanisation rapide des Noirs, et le monopole du pouvoir politique ne pourra pas toujours résister aux pressions d'une majorité de plus en plus politisée. Certains Sud-Africains blancs ont accepté ce fait et oeuvrent pour un avenir non racial. D'autres sont toujours paralysés par la